

POUR LE RETOUR D'AHOUA !

Depuis 1993 Ahoua travaille avec nous. Hier à la « DD », aujourd'hui à l' « UT ». Elle est plus ancienne que bon nombre d'entre nous. Autrement dit, tous les jours de la semaine depuis 22 ans, Ahoua apporte sa contribution au fonctionnement du service public du Ministère du travail dans notre département. Ahoua fait donc partie de notre collectif de travail et sans elle nous le savons : nous ne pourrions pas faire notre travail.

Seulement voilà, parce qu'Ahoua s'occupe de l'entretien des locaux, elle n'est pas agent public. Il y a quelques dizaines d'années cela aurait été différent, mais depuis les années 80 il paraît « normal » que le personnel d'entretien d'accueil ou de gardiennage soit embauché par des prestataires privés.

C'est précisément parce qu'Ahoua n'est pas un agent public, qu'elle subit des conditions de travail dégradées (salaires, horaires, formation,...), et qu'elle s'expose à l'arbitraire des décisions de son employeur sans aucun moyen de se défendre. Autrement dit pour les agents sous-traités il existe un sous-statut qui profite évidemment à son employeur mais également à l'Etat qui exporte, par là, le « risque » lié à la relation d'emploi, flexibilise grâce à la magie de la « relation client », sabre ses effectifs... et divise notre collectif de travail.

Que pour eux cette stratégie soit effectivement payante au quotidien, c'est sûr. Mais il y a un moment il faut réagir ! Cette fois ils vont trop loin. **La santé d'Ahoua est aujourd'hui menacée.**

VOUS AVEZ DIT « O-NET » ?

Alors qu'Ahoua subit une amplitude quotidienne de 14h30 de travail, qu'elle n'a donc que 9h30 de « repos »,

Alors que la santé fragile d'Ahoua l'empêche de subir des déplacements épuisants,

Alors qu'Ahoua travaille avec nous sur l'immeuble depuis 22 ans sans discontinuer et à temps plein,

Alors que ses obligations familiales importantes lui imposent une organisation quotidienne rigoureuse,

Ahoua a reçu le 16 décembre dernier un recommandé de son employeur, la société ONET, qui l'informait de sa mutation 6 jours après sur un autre site à PARIS en matinée dès 6h du matin tout en la maintenant sur notre site en soirée !

Cela veut dire qu'Ahoua doit désormais jongler avec des temps de transports rallongés et que pour le nettoyage de nos locaux on va exiger d'elle avec l'autre agent qui reste en soirée, qu'elles assurent la même qualité de travail avec 30% de temps en moins !

Alors bien-sûr nos locaux seront moins propres et parfois sales, mais ce sera de leur faute !

Notre direction semble ne pas s'en préoccuper plus que ça : elle se donne l'air d'être démunie et se réfugie derrière le niveau interministériel du marché public sur lequel elle n'aurait pas de prises... C'est sûr que pendant que Monsieur VILBOEUF s'en lave les mains, ONET se frotte les mains !

AHOUA TIENS BON !

Pourquoi ONET s'en prend à elle ? Est-ce parce qu'elle est « ancienne » ? Qu'elle coûte plus cher ?

A quoi ils jouent au juste ? A la faire craquer ? Ahoua a déjà eu un malaise sur notre lieu de travail le 19 décembre dernier et a dû aller à l'hôpital. Elle est restée en arrêt 2 semaines. Quelle est la prochaine étape ?

O-NET est un groupe qui fait des millions de bénéfices. On voit bien comment ils y parviennent. Cette société doit cesser ses manœuvres indignes et dangereuses qui augmentent les cadences et déglissent les vies des salarié-e-s pour se faire encore plus de fric.

NOUS EXIGEONS QUE NOS COLLEGUES DU NETTOYAGE PUISSENT TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS QUI NE DEGRADENT PAS LEUR SANTE !

NOUS EXIGEONS DES MOYENS POUR QUE NOS LOCAUX DE TRAVAIL RESTENT PROPRES !

NOUS EXIGEONS LE RETOUR D'AHOUA A TEMPS PLEIN SUR NOTRE SITE !

NOUS DEMANDONS A MONSIEUR VILBOEUF D'INTERVENIR AUPRES D'O-NET EN CE SENS.

Nom	Prénom	Agent/usager	e-mail

Pour le retour de la pétition : ulcgtbobigny@orange.fr

